

ministres de la Couronne; parce qu'ils peuvent mieux comprendre les besoins du pays par la presse que de toute autre manière. Voici qu'il arrive des pétitions demandant de faire certaines choses dans un district particulier dans une province éloignée, et voici qu'il arrive aux ministres des journaux des deux partis qui n'ont d'autre intérêt que de représenter les choses exactement. Les ministres n'ont pas les moyens de recevoir personnellement ces journaux, et comme organes des besoins des diverses provinces, je crois qu'ils devraient les avoir et que le pays devrait payer ces journaux pour eux. Il y a certains journaux dont on pourrait se dispenser, mais je ne les nommerai pas.

Le MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS : Ces journaux ont certainement été reçus de bonne foi, et il me semble qu'on devrait payer l'abonnement. A l'avenir, nous serons responsables et nous verrons à ce qu'on s'occupe de cette affaire comme il convient.

M. WOOD (Hamilton) : Il est extraordinaire que le député d'York (M. Foster) soit celui qui se plaigne de l'abus de ce système d'abonnement aux journaux. Je crois que l'honorable député (M. Foster) manque de loyauté envers son ancien collègue, qui a été nommé juge et n'est pas en état de se défendre. Il devrait être le dernier à essayer d'empêcher le paiement de ces petits comptes.

Le MINISTRE DES FINANCES (M. Fielding) : Je vois dans ce débat un manque de justice évident à l'égard de ma propre province. Au commencement de la discussion, une liste des journaux a été déposée devant la Chambre, et mon honorable ami (M. Tarte) a commencé à la lire. Or, d'après ce qu'ont dit les honorables députés de la gauche, on nous a laissé entendre que c'est une liste de réclamations tout à fait illégitimes, on nous demande le paiement. Mon honorable ami (M. Tarte) n'a pu, dans sa lecture citer que deux noms de journaux, et il se trouve que ces deux journaux sont de la province de la Nouvelle-Ecosse. L'un d'eux est le *Spectator* d'Annapolis. Il est très injuste à l'égard de l'honorable député d'Annapolis (M. Mills) que ce journal soit spécialement désigné. L'autre était le *Casket* d'Antigonish, et le *Casket* est un favori particulier des honorables membres de la gauche. C'est non seulement un bon journal conservateur, mais il prétend être un journal très religieux.

M. FOSTER : Vous feriez mieux de le garder sur la liste.

Le MINISTRE DES FINANCES : La déclaration de la part de la gauche que ce bon journal religieux présenterait une réclamation illégale et illégitime est une chose qu'en ma qualité de ministre de la Nouvelle-Ecosse, je suis obligé de ressentir. Je ne vois pas pourquoi les journaux conservateurs de la Nouvelle-Ecosse serviraient de boucs émissaires pour tous les autres, et ainsi je crois que toute la liste devrait être lue. Mais si l'on doit être sérieux dans cette affaire, je dois dire que la proposition de l'honorable monsieur (M. McMullen) que cet item ne devrait pas être voté, est une proposition à laquelle je dois m'opposer. En premier lieu, j'ai participé à l'inscription de cet item dans le budget, et c'est une raison pour laquelle je dois l'appuyer.

M. FRASER (Guysborough).

Mais il y a une autre raison. Autrefois, je devrais peut être dire dans mes meilleurs jours—j'étais journaliste, et je ne veux pas voir les journaux faire un sujet spécial d'attaque de la part des honorables députés de la gauche. Je ne crois pas qu'ils doivent rejeter le moucheur et avaler le chameau.

M. FOSTER : Votre journal était-il un journal religieux quotidien ?

Le MINISTRE DES FINANCES : Tout journal auquel j'ai jamais été attaché, était réligé d'après de sains principes religieux. Après tout ce qui a été adopté dans cette chambre avec l'assentiment des honorables membres de la gauche, ils ne devraient pas faire si mauvaise figure à cette petite affaire d'un compte de journal. Même bien qu'elle dépasse la limite de \$500, cependant, si un ministre de la Couronne, mais sans prévoyance, a commandé ces journaux conservateurs et les a reçus, je crois que ce serait mesquin de notre part de refuser de les payer.

M. WOOD (Brockville) : Si c'est une question de droit, alors on devrait payer ces journaux à même les deniers publics et non autrement. Malgré toute ma déférence pour la noble profession dont l'honorable monsieur (M. Fielding) a fait partie, je crois fermement que pas une seule de ces réclamations ne devrait être payée, à moins qu'il ne soit juste de les payer comme affaire de contrat. S'ils ont persisté à envoyer leurs journaux au département sans ordre, alors ils ne devraient pas être payés.

M. WALLACE : Le ministre des Finances (M. Fielding) n'a pas établi sa cause. Des honorables membres de la droite nous ont dit que l'ancien gouvernement était très extravagant, mais voici un compte de \$1,450 qu'il a justement refusé d'approuver, cependant, et la présente administration désire le payer, lorsqu'il n'y a aucune obligation légale de le payer. Ces journaux ont évidemment été envoyés sans ordre, car s'il en était autrement, il n'y a pas un seul des départements de l'ancien gouvernement qui ne les eût payés. Le gouvernement n'a aucun droit de demander cet argent à la Chambre, à moins qu'il ne prouve qu'il y a une obligation légale de les payer.

M. SOMERVILLE : J'aimerais savoir si l'ancien gouvernement a refusé de payer cette somme.

M. WALLACE : Oui.

M. SOMERVILLE : Il a refusé de payer cette somme.

M. WALLACE : L'honorable député d'York (M. Foster) l'a dit à la Chambre.

Le MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS : Le savez-vous personnellement ?

M. WALLACE : Cela a été dit dans la chambre.

M. FOSTER : Il peut y avoir quelque malentendu à ce sujet. L'affaire est venue devant le conseil de la Trésorerie sur une demande de crédits pour le payer, et le conseil de la Trésorerie décida qu'on ne devrait pas le payer à même les crédits votés pour les dépenses éventuelles puisque le département avait reçu la part à laquelle il avait droit. De fait, on ne pouvait le payer à même